CTSD de l'Hérault, 09 février 2022
Déclaration liminaire du SNALC

Alors qu'omicron semble en déclin, il est, pour le SNALC, impossible de considérer que la crise sanitaire est définitivement derrière nous. Nous devons rester mobilisés dans l'hypothèse d'une énième vague, ou d'une nouvelle pandémie. Apprenons de nos erreurs passées et ne les reproduisons pas.

Les personnels du premier degré, particulièrement les directeurs d'école, en première ligne, sont épuisés de la gestion calamiteuse de cette pandémie : protocoles tardifs, changeants, impactant fortement leur charge de travail… Il est temps de prévoir, de donner des moyens, notamment humains, pour que les enseignants puissent mener à bien leurs missions premières.

Les personnels de notre département sont fatigués, épuisés, découragés, et ne se sentent pas protégés dans l'exercice de leur fonction.

Ils sont épuisés par toutes les contraintes que l'on impose aux écoles et qu'ils se retrouvent seuls à devoir faire respecter, faisant la comptabilité des attestations sur l'honneur, courant parfois après des parents le matin pour en récupérer une, désespérant de les voir arriver en journée quand ils les ont appelés car leur enfant est malade en classe.

Ce n'est pas tenable, soyons honnêtes ! Ni pour les directeurs d'école~~s~~ et les adjoints, ni pour les familles, ni pour les enfants. Les enseignants ont besoin de percevoir, par les actes du quotidien, le soutien de leur autorité hiérarchique.

Faire un contact tracing sérieux nécessite des moyens humains : une politique de santé publique ne peut dépendre des familles.

Garder les écoles ouvertes était en effet important pour le SNALC. Mais à quel prix le sont-elles restées, dans les conditions prévues par ces protocoles successifs ?
A quel prix pour les enseignants ?
A quel prix pour les élèves également ?

L'école, lieu de contamination par excellence, n'a pas reçu de moyens suffisants pour faire face à la propagation des différents variants.
Nombre d'élèves suivent une scolarité en pointillé depuis deux ans : confinement, absences liées à la Covid, septaines, non remplacement des PE eux-mêmes malades…
Et les PE, dans leurs classes, doivent gérer les fluctuations d'élèves sans moyens supplémentaires.

Nous vous informons que nous n'avons jamais eu autant de remontées de collègues envisageant de changer de métier, y compris des enseignants aguerris et motivés jusqu'à aujourd'hui. Cela est inquiétant…..

Vous l'aurez compris, le point sanitaire départemental et bi-mensuel annoncé par Mme la rectrice est attendu. Les personnels ont besoin d'être informés…

Les enseignants, engagés sur le terrain, ont fait preuve de professionnalisme et ont consenti des efforts constants depuis le début de la crise sanitaire ; à ce titre le SNALC estime que la profession mérite une prime Co-Vid.

Concernant l'ordre du jour qui nous réunit, si nous sommes toujours dans une dynamique de créations de postes au niveau départemental malgré une baisse des effectifs, plusieurs points nous inquiètent :

- les moyens alloués au premier degré sont insuffisants au vu de la situation depuis deux ans : il ne sera pas possible de faire des miracles face à des enfants qui ont connu une scolarité hachée pendant des mois et des mois…
- Les dispositifs dédoublés montent en puissance et nous nous réjouissons de la prise en compte des difficultés en REP et REP+ ainsi que des moyens qui sont alloués pour la réussite des élèves en GS / CP et CE1 de ces écoles. Il en va de même pour les classes à 24 en GS hors éducation prioritaire. Nous remarquons cependant que la durée de vie de ces dispositifs peut ne pas excéder un an, ce qui pose question…

  Par ailleurs, nous demandons à nouveau des données plus complètes : dans certaines écoles, les effectifs sur les autres niveaux de classe restent trop élevés. Une moyenne mélangeant dispositifs dédoublés et classe « normales » n'a pas de sens.

  Ainsi, si l'on octroie de bonnes conditions de travail aux enseignants (et de bonnes conditions d'apprentissage aux élèves) en GS en maternelle, les PS et MS pâtissent parfois de ces mesures. Il n'est pas satisfaisant de voir des classes à 29 élèves en maternelle. De mêmes pour les niveaux post CE1.
- Pour finir, nous déplorons la disparition d'un GT pourtant riche d'échanges, quand il abordait les prévisions d'ouvertures et fermetures avant l'instance.

Par ailleurs, le calendrier très serré avec le CDEN de demain laisse peu de place à des évolutions… C'est pourquoi, nous vous demandons, dans le traitement de la carte scolaire du 1er degré, de mettre l'humain au centre des décisions. Nous espérons que les situations soulevées en séance seront étudiées avec attention d'ici la phase d'ajustements.

Nous vous remercions de votre écoute.